

## KAZUTO SUZUKI

Directeur de l'institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo

**Patrick Nicolet, directeur général de Linebreak SA, ancien directeur des technologies de Capgemini**

Cela nécessite des règles pour accompagner ces développements et je vais laisser Kazuto nous donner un aperçu de notre situation à ce sujet.

**Kazuto Suzuki, directeur de l'institut de géoéconomie à l'International House of Japan, professeur à la Graduate School of Public Policy de l'Université de Tokyo**

Merci beaucoup, Patrick, je pense que c'est une très belle transition vers ma discussion sur les politiques et la gouvernance de l'IA et je pense que 2023 marque un tournant dans la réglementation de l'IA. Depuis de nombreuses années, l'IA, comme le montre la première vidéo, constitue à la fois une création et un risque pour une utilisation à des fins militaires. Il y a eu de longues discussions sur les Systèmes d'armes létales autonomes (Sala) aux Nations Unies, notamment dans le contexte de la gouvernance sur l'utilisation des armes conventionnelles (CCW). Il n'y a pas eu beaucoup de progrès en matière de réglementation, car de grands pays comme les États-Unis, la Chine et la Russie tentent d'utiliser l'IA pour améliorer leurs capacités militaires, alors que certains craignent que cette IA échappe au contrôle humain. Les sujets de discussion portent sur la manière dont les humains peuvent contrôler l'IA et, comme Daniel l'a décrit, le problème évolue car le contexte n'est plus seulement celui de l'IA utilisée à des fins militaires, mais également à des fins politiques.

Nous avons discuté hier des ingérences électorales et également de l'utilisation de fausses vidéos. Les progrès de ChatGPT et des modèles linguistiques à grande échelle ont permis de créer des animations et des vidéos assez difficiles à distinguer des vraies. Les discussions se poursuivent, à commencer par le sommet du G7 d'Hiroshima en mai, où il a été question du lancement du processus d'Hiroshima sur l'IA, et en juin, l'UE a mis en place la loi sur l'IA, qui se concentre sur une utilisation sûre de l'IA et sur la protection et le respect des droits et des valeurs fondamentaux. Le Conseil de sécurité a également discuté en juillet d'une réunion sur l'IA qui, dirigée par le Royaume-Uni, a identifié pour la première fois l'IA comme une menace pour la sécurité nationale. Le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a également proposé l'idée de créer une institution internationale d'inspection et de vérification des produits d'IA. Nous sommes encore en discussion sur le type de système ou d'institutions internationales capables de surveiller et de vérifier les informations générées par l'IA, et nous n'en sommes qu'au début. En septembre, les lignes directrices du G7 pour la conception de l'IA ont été publiées. Tous les concepteurs d'IA doivent donc être suivis et rendre compte aux autorités pour établir certaines lignes directrices ou garde-fous afin de s'assurer qu'ils ne dépassent pas certaines utilisations attendues de l'IA. Puis, le mois dernier, en octobre, de nombreuses initiatives ont eu lieu, avec le Forum sur la gouvernance de l'internet à Kyoto sous la bannière de l'ONU pour discuter de la réglementation de l'utilisation de l'IA. Il y a eu également le récent sommet britannique sur la sécurité de l'IA, et tout le monde a parlé d'Elon Musk et de Rishi Sunak, mais il n'en est pas ressorti grand-chose. On y a essentiellement

souligné certaines des questions liées à la nécessité d'une collaboration internationale, de la prise de mesures appropriées, de la découverte des risques et des domaines de coopération. Il s'agissait d'un cadre très général de réglementation de l'IA. Je pense que la réglementation la plus puissante et la plus détaillée a été élaborée par les États-Unis, où le président Biden a publié un décret visant à établir une nouvelle norme que les entreprises doivent suivre dans la conception de l'IA. On y précise également que les autorités ne recevront que les résultats des tests, la protection des consommateurs, les mesures pour tenter d'empêcher l'utilisation de l'IA qui pourrait impliquer certains algorithmes discriminatoires, ainsi que de la concentration sur l'IA médicale et on y parle de partenariat international. Il s'agit d'une évolution intéressante car l'accent est mis sur l'utilisation de l'IA, non seulement à des fins militaires mais aussi civiles, ainsi que sur le danger de l'utilisation de l'IA dans des situations qui mettent la vie en danger, comme la médecine, les transports, etc., qui sont toutes des situations liées aux questions de sûreté et de sécurité.

Le débat sur le contrôle et la régulation de l'IA ne fait que commencer, mais il est plus ou moins concentré au sein du G7 ou au niveau du Conseil de sécurité et ne s'étend pas plus loin. Ce qui est intéressant, c'est que le mois dernier, lors du sommet de l'Initiative des nouvelles routes de la soie à Pékin, la Chine a également lancé ce qu'on appelle l'Initiative mondiale pour l'IA, dans le contexte des trois autres initiatives sur le développement mondial, la sécurité mondiale et la civilisation mondiale. La Chine montre qu'elle désire s'entendre avec la gouvernance mondiale de l'IA. Cependant, peu de détails ont été publiés du côté chinois, ce qui pourrait être le signe avant-coureur d'une nouvelle confrontation entre la réglementation du G7 sur l'IA et la réglementation chinoise, qui repose sur des valeurs différentes.

Enfin, je pense qu'un certain nombre de problèmes sont en jeu, mais que l'on accorde beaucoup moins d'attention aux utilisations militaires de l'IA. C'est l'un des problèmes, car l'utilisation de l'IA est si vaste que les discussions changent d'orientation à chaque fois. Je pense que lorsqu'on parle de réglementation de l'IA, on doit mettre en place un cadre réglementaire par secteur : pour l'armée, pour la prévention des ingérences électorales, pour la prévention des fake news, etc. Je pense que cette segmentation de la réglementation de l'IA est nécessaire, mais elle fait encore l'objet d'un débat très large que nous devons selon moi approfondir et cette discussion d'aujourd'hui sera le point de départ de nouvelles discussions.

### **Patrick Nicolet**

Merci, Kazuto. Encore une fois, cela illustre, comme Daniel l'a dit, que nous sommes au début du débat et que nous découvrons tout juste les enjeux et commençons à décider quoi faire. En plus de ce que vous avez dit, j'observe que quand on regarde les différentes parties du monde, l'Europe est comme d'habitude, toujours sur la défensive, mais elle ne peut malheureusement pas créer le champion de la technologie et elle est la première à réglementer pour empêcher les autres d'agir, elle est donc plutôt sur la défensive. Les États-Unis dominant donc ils réglementent pour maintenir cette domination, mais c'est un exercice d'équilibre en raison des élections et, comme vous l'avez mentionné, de la gauche du parti démocrate. La Chine est discrète mais elle est, par exemple, leader en matière de vision par ordinateur, et elle dispose de programmes très puissants non seulement pour évaluer le comportement humain grâce à l'intelligence artificielle, mais aussi pour le prédire. Derrière cela se trouve une société qui s'appelle ByteDance, propriétaire de TikTok, et je vous laisse établir vos propres connexions. Nous observons les mêmes schémas, mais il s'agit d'un sujet très complexe et tout le monde doit vraiment y réfléchir pour comprendre où il en est et, comme vous l'avez dit, il existe différents aspects qui nécessiteront différents types de traitements.